

DIAL 3561

NICARAGUA - L'opposition, une question « épineuse ». Entretien avec María Teresa Blandón Gadea

Bernard Duterme

samedi 23 janvier 2021, par [Dial](#)

Dans le prolongement du texte d'Edgard Parrales évoquant la résolution prise le 21 octobre par l'Organisation des États américains (OEA), nous republions aussi ci-dessous un entretien conduit par Bernard Duterme, directeur du Centre tricontinental (Louvain-la-neuve, Belgique), avec María Teresa Blandón Gadea, militante de la révolution nicaraguayenne des années 1980, devenue professeure d'université et l'une des leaders du mouvement féministe. Entretien publié sur le site du [CETRI](#) le 4 janvier 2021.

Que se passe-t-il au Nicaragua ? Et surtout qu'en disent les partenaires historiques du Centre tricontinental ? À savoir ces militants sandinistes - intellectuels, politiques, commandants révolutionnaires... - qui dans leur grande majorité s'opposent, depuis la fin du siècle passé ou le début de celui-ci, à leur président des années 1980 : Daniel Ortega, revenu au pouvoir en 2007 pour y gouverner conformément aux intérêts de l'oligarchie et s'y maintenir coûte que coûte. Nous nous sommes entretenus avec l'une de ces militantes d'hier... qui l'est toujours aujourd'hui.

María Teresa Blandon, vous êtes une ancienne guérillera sandiniste, militante de la révolution nicaraguayenne des années 1980, professeure d'université par la suite et l'une des leaders du mouvement féministe. Que signifie encore pour vous, dans le Nicaragua d'aujourd'hui, votre orientation sandiniste ?

Plutôt que comme une « guérillera » - les armes n'ont jamais été mon truc -, je me définis comme une jeune fille de 18 ans alors, qui a embrassé la révolution parce qu'elle promettait la justice sociale. Et cela, dans ce pays pauvre et inégalitaire qu'a laissé la dictature des Somoza après plus de quatre décennies au pouvoir. J'ai lu les idées d'Augusto Sandino [1] et je continue à croire que, pour son temps, il était révolutionnaire. Je ne pense pas la même chose par contre de ses méthodes de lutte qui reproduisirent une certaine forme d'autoritarisme à l'égard de la population paysanne de la région « La Segovia ». Les femmes en particulier ont payé un lourd tribut à cette confrontation armée entre les Yankees, la Garde nationale et les hommes de Sandino.

Le FSLN (Front sandiniste de libération nationale) actuel n'est pas l'héritier de la pensée de Sandino. Il a même déjà cessé de l'être dans les années 1980. L'anti-impérialisme proclamé avait un nom de famille : l'opposition à l'interventionnisme historique états-unien dans les affaires de notre pays. En revanche, son ouverture à l'Union soviétique et son adhésion disciplinée et presque naïve au modèle cubain contredisaient son engagement nationaliste. L'autogestion de la paysannerie à travers un mouvement coopératif vigoureux, présente dans l'idéologie de Sandino, s'est muée dans les années 1980 en un modèle centralisé de gestion étatique, à connotation militaire puisqu'il participait d'une stratégie d'élargissement

des bases d'appui paysannes du FSLN et d'endiguement de la « contre-révolution » armée dans ce même monde paysan. Une expérience similaire s'est produite avec ce qui aurait pu être un puissant mouvement syndical, qui a fini par être coopté par le parti-État.

Ainsi, dans mon propre parcours de militante, l'idéologie de Sandino a commencé à me manquer au fur et à mesure que j'ai pris conscience des écarts grandissants entre les discours prêchés en surplomb par la « direction nationale » de la révolution et les stratégies de plus en plus évidentes de contrôle des mouvements sociaux qui, dans la majorité des cas, ont fini par être subordonnés à la bureaucratie sandiniste et, en cela, par perdre leur propre légitimité.

Le couple présidentiel Ortega-Murillo, revenu au pouvoir en 2007, revendique toujours cette appartenance sandiniste, en gardant notamment la tête du FSLN. Or, l'examen des politiques menées depuis 2007 par ce gouvernement prétendument « démocratique, socialiste et progressiste » indique clairement son profil « autocratique, néolibéral et conservateur ». Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

La démagogie est devenue progressivement l'une des principales caractéristiques du FSLN ortégouiste, surtout depuis qu'il a perdu les élections de 1990 et a dû se transformer en premier parti d'opposition. Lors des trois élections successives (de 1990, 1996 et 2001) perdues par Daniel Ortega - éternel candidat présidentiel du parti rouge et noir (à sept reprises en trois décennies) -, il s'est présenté comme le seul héritier de la révolution des années 1980 et, par conséquent, comme porteur des revendications des secteurs les plus pauvres. Ce positionnement rhétorique a d'ailleurs été scellé dans la devise utilisée dès son retour au pouvoir en 2007, à la tête d'un gouvernement supposément « chrétien, socialiste et solidaire ».

Pour autant, la stratégie privilégiée par Ortega lors de ses trois derniers mandats présidentiels (obtenus aux élections de 2006, 2011 et 2016) renvoie à un modèle de gouvernance entrepreneurial, fondé sur une alliance entre le gouvernement et le grand capital, garantie de stabilité politique. Les principales tendances enregistrées indiquent la hausse accélérée des rendements des capitaux nationaux et étrangers, l'ouverture aux sociétés transnationales pour l'exploitation de la main-d'œuvre bon marché et des ressources naturelles (mines à ciel ouvert, destruction des forêts...), la consolidation des « zones franches », la faiblesse et la régressivité du système fiscal, et l'application rigoureuse des directives du FMI [2] pour garder des statistiques macroéconomiques conformes.

Tandis que sur le plan social, malgré des ressources financières suffisantes, notamment celles en provenance de la coopération vénézuélienne [3], le gouvernement Ortega-Murillo s'est limité à subsidier des programmes d'assistance aux plus pauvres. Des programmes qui reposent sur une logique court-termiste qui ne vise nullement le changement d'un modèle économique générateur d'inégalités. Dans les faits, ces programmes - « *Bono productivo* », « *Usura cero* », « *Casas para el pueblo* » [4]... - ont bénéficié à un nombre limité de familles pauvres et renforcé le clientélisme politique.

Parallèlement, la famille Ortega-Murillo et son entourage le plus proche ont rejoint le cercle des « nouveaux riches », grâce au contrôle des ressources publiques et des avances vénézuéliennes hors des comptes officiels (avances qui, comme par magie, avec la crise de ces deux dernières années, se sont transformées en dette publique). Des affaires juteuses comme le contrôle de l'importation et de la distribution des carburants, le monopole des exportations vers le Venezuela (au moins pendant les premières années), le monopole des sociétés de distribution de médicaments, le butin des fonds publicitaires millionnaires de l'État et d'autres aubaines encore expliquent les proportions atteintes par la corruption.

Dans le même temps, le Nicaragua est resté le deuxième pays le plus pauvre d'Amérique latine et des Caraïbes. Les profondes inégalités s'y sont creusées. Et les citoyens ont été privés de leurs droits, même aux niveaux les plus élémentaires.

Les médias internationaux se sont mis à reparler du Nicaragua à partir d'avril 2018. Que s'est-il passé cette année-là ?

Le mois d'avril 2018 a été l'expression de la lassitude de la majorité de la société nicaraguayenne face à un gouvernement qui a progressivement violé les droits et utilisé l'État pour faire chanter les citoyens. La répression brutale que le régime Ortega-Murillo a déployée contre un groupe de personnes âgées qui protestaient dans la ville de León contre la réduction de leurs pensions et le lendemain, contre un groupe d'étudiants universitaires qui exigeaient que le gouvernement réagisse énergiquement pour éteindre l'incendie qui dévorait la réserve Indio Maíz – l'une des plus importantes d'Amérique centrale – a été le préambule du débordement de la violence étatique, mais aussi de la contestation sociale.

Au cours des quatre mois qui ont suivi, des milliers de Nicaraguayens ont défilé pacifiquement dans toutes les villes pour réclamer le départ du régime Ortega-Murillo. La plupart des universités publiques de la capitale ont été occupées par des étudiants et des jeunes travailleurs, et des barricades et des barrages routiers ont été érigés dans tout le pays. Telle a été la réponse de la majorité de la société nicaraguayenne au meurtre de plus de 300 Nicaraguayens, pour la plupart des jeunes adultes et des adolescents, et à l'enfermement de plus de 5000 personnes, dont beaucoup ont été victimes de traitements atroces, comme en ont témoigné les organisations de défense des droits humains.

Sous la consigne « *vamos con todo* » [5], les forces de police agissant de concert avec des paramilitaires armés – dont beaucoup occupent des postes dans l'administration ou dans les structures partisans du FSLN – ont commis toutes sortes de crimes, comptant sur la promesse d'impunité totale, qui a été pleinement respectée à ce jour. Dans la foulée du démantèlement brutal des barrages routiers, des barricades et des occupations d'universités, plus de 100 000 Nicaraguayens ont été contraints de fuir le pays face aux menaces et aux persécutions dont ils étaient victimes. La police, l'armée, les paramilitaires, des militants du FSLN et des fonctionnaires ont agi de façon coordonnée pour instaurer un état de terreur.

Les deux tentatives de négociation avec le régime Ortega-Murillo, menées d'abord par la hiérarchie de l'Église catholique puis par une part importante du patronat et de la société civile en 2018 et début 2019, se sont heurtées à un mur infranchissable. Le régime a profité de ces deux essais de « dialogue », approuvés et même demandés par l'Organisation des États américains et l'Union européenne, pour se refaire une santé, tout en maintenant intact le niveau de répression. Le couple présidentiel a réitéré à maintes reprises sa volonté de rester au pouvoir jusqu'aux prochaines élections prévues en novembre 2021... pour lesquelles il prépare d'ailleurs les conditions d'une nouvelle fraude. Avec par exemple l'approbation de lois qui visent à criminaliser la mobilisation sociale, à censurer la presse indépendante et à éviter l'organisation de l'opposition.

De nouvelles lois sur le contrôle des « agents étrangers » (tout Nicaraguayen qui reçoit de l'argent de l'extérieur), sur les « cyberdélits » et sur les « crimes de haine » ont encore été votées en octobre et novembre derniers [2020], par un parlement entièrement aux ordres du régime. Au final, depuis près de trois ans, le pays vit dans un État policier qui viole *de facto* les droits civils et politiques de la majorité des Nicaraguayens qui demandent un changement de gouvernement. Toute manifestation publique est interdite, les journalistes indépendants sont harcelés, et plus de 120 prisonniers politiques sont encore derrière les barreaux, certains depuis deux ans.

Comment expliquez-vous qu'une partie de la gauche internationaliste et le Forum de São Paulo, par exemple, aient fait leur la thèse officielle du couple Ortega-Murillo, à savoir qu'« au Nicaragua en 2018, un gouvernement socialiste a été victime d'une tentative de coup d'État téléguidée par Washington » ?

Les causes de cette position de soutien au régime Ortega-Murillo ont plus à voir avec le passé qu'avec le présent. Il s'agit encore et toujours de souscrire aveuglément aux ressorts idéologiques de l'expansion du pouvoir de l'Union soviétique en Europe de l'Est, et dans le cas de l'Amérique latine, aux promesses de la révolution cubaine. C'est le fait d'une gauche antédiluvienne, qui n'a pas réussi à s'ajuster à sa propre histoire et aux grandes erreurs qu'elle a commises. Le Forum de São Paulo en particulier, à travers une fiction incarnée dans le discours de ses vieux leaders, perpétue une pensée manichéenne et superficielle qui l'amène à soutenir tous les gouvernements qui se déclarent de gauche et vocifèrent contre le

néolibéralisme, même s'ils mènent des politiques qui ne modifient en rien les causes des inégalités.

Il s'agit d'un courant qui n'a pas non plus été en mesure de mettre à jour ses analyses sur les nouvelles formes de l'impérialisme - pas seulement l'impérialisme états-unien - à l'heure de la mondialisation néolibérale. Il tend à ignorer ainsi le rôle grandissant joué en Amérique latine par d'autres puissances économiques, comme la Chine notamment. La position officielle du Forum de São Paulo confirme en outre la prédominance d'une pensée orthodoxe et autoritaire en son sein, où, comme dans le passé des mouvements de guérilla, la fin justifie les moyens, même lorsque ces derniers impliquent des violations des droits humains.

Pour autant, la propension des États-Unis à maintenir leur influence sur leur patio trasero centro-américain depuis plus d'un siècle et demi reste une réalité. Ils ont ainsi toléré, voire soutenu, financé et applaudi le régime ortéguiste - malgré son appartenance à l'ALBA d'Hugo Chavez - pour l'ouverture économique, la paix sociale et la fermeté migratoire qu'il leur assurait, tout en consolidant leur position de premier partenaire commercial du Nicaragua. Depuis la dernière campagne électorale de 2016, sous Obama encore, les relations politiques ont commencé à se crispier, pour faire place ensuite, avec Trump et Pompeo, aux invectives, aux menaces et à... quelques sanctions. Cette nouvelle configuration ne donne-t-elle pas raison à Ortega-Murillo : « l'empire yankee s'en prend à nouveau à la souveraineté nicaraguayenne » ?

Malgré la gravité de la crise et de la répression au Nicaragua, le gouvernement de Donald Trump a en fait réagi très lentement, en dosant les pressions sur le régime Ortega-Murillo. Pressions qui se résument à des sanctions personnalisées à l'encontre d'une trentaine d'opérateurs politiques et de fonctionnaires publics. Même les nouveaux prêts au gouvernement nicaraguayen, approuvés dernièrement par les institutions financières internationales - au sein desquelles les États-Unis ont beaucoup de pouvoir -, l'ont été sans obstacles majeurs.

Quant au « *Comando Sur* » [6], il continue d'entretenir d'excellentes relations de coopération avec l'armée nicaraguayenne au service du régime Ortega-Murillo. L'*establishment* états-unien a en réalité permis au couple présidentiel de gagner du temps et de se préparer à de futures élections... qui risquent bien d'être une nouvelle fois frauduleuses, compte tenu des manœuvres en cours [7]. Pour le reste, le Nicaragua, comme toute l'Amérique centrale d'ailleurs, n'a jamais été une vraie priorité de l'agenda du gouvernement sortant des États-Unis.

Dans la foulée des contestations de 2018 et de la répression qui a suivi jusqu'à aujourd'hui, l'opposition nicaraguayenne s'est progressivement organisée en une nouvelle coalition politique, pour faire face au régime ortéguiste. Cette coalition unitaire n'est-elle pas cependant dominée par des secteurs très proches des organisations patronales et des partis de droite qui ont co-gouverné le Nicaragua en bonne intelligence avec Ortega-Murillo jusqu'en 2018 ? À quelles conditions cette coalition va-t-elle participer à l'élection présidentielle prévue en novembre 2021 ?

Voilà certainement la question la plus épineuse et la plus tragique. La première chose à dire, c'est que, comme partout, il s'agit d'une opposition hétérogène, qui nourrit des raisons diverses de s'opposer au régime Ortega-Murillo. Paradoxalement, la « Coalition nationale » a été créée d'une part par des hommes d'affaires réunis au sein de l'« Alliance civique pour la justice et la démocratie » (ACJD) où prédominent en effet les intérêts du patronat allié au régime ortéguiste jusqu'à la répression de la révolte de 2018 ; et d'autre part, l'« Unité nationale Azul y Blanco (UNAB) » [8] composée notamment des forces les plus progressistes du pays, avec les mouvements sociaux d'avant la crise et ceux qui ont émergé au milieu de celle-ci. Le retrait de l'ACJD de cette dynamique est précisément dû à l'impossibilité d'« hégémoniser » en sa faveur le processus de construction de la Coalition nationale (CN), auquel les récents ex-alliés d'Ortega-Murillo ont effectivement participé, et d'où ils ont finalement été exclus.

Former une force d'opposition unifiée dans un pays où la détérioration de la classe politique est à ce point avancée, constitue l'un des principaux défis à relever pour sortir du régime Ortega-Murillo. D'autant plus

lorsque les élections sont présentées comme la principale, voire la seule voie alternative à la crise que traverse le pays. Pour autant, un consensus s'est dégagé sur une proposition de réforme qui établit les conditions de base d'un processus électoral juste et transparent : remplacement des têtes du Conseil électoral suprême (CSE), toutes contrôlées par le régime ; dépolitisation des organes électoraux à tous les niveaux ; assainissement du registre électoral ; observation nationale et internationale du processus ; inscription d'une nouvelle force politique sur les bulletins avec sa propre case et son emblème, etc.

Il est prévisible que le régime Ortega-Murillo entreprenne des réformes techniques qui n'altèrent pas le contrôle qu'il exerce sur le pouvoir électoral, notamment grâce à l'entremise de plusieurs petites formations politiques qui ont déjà collaboré avec le parti présidentiel lors des élections précédentes. Dans ce scénario défavorable, la CN sera confrontée au dilemme habituel : participer ou non aux prochaines élections... pour y enregistrer une nouvelle fraude et exiger, sur cette base, une intervention moins tiède de la communauté internationale.

En ce moment même, la CN mène un processus d'organisation dans le cadre d'un État policier qui entrave tous ses efforts. De son côté, l'ACJD propose un nouveau dialogue, mais cette fois entre les forces d'opposition elles-mêmes, pour tenter de s'entendre, entre autres, sur une formule électorale de consensus, sans doute nécessaire au cas où la décision serait de participer aux prochaines élections. Quoiqu'il advienne, tant la CN que l'ACJD devront avoir à l'esprit que la grande majorité des électeurs sont des jeunes femmes et hommes de moins de quarante ans qui réclament un nouveau leadership et qui se méfient à juste titre de la classe politique et du monde des affaires qui se sont alliés au régime Ortega-Murillo.

Vous faites partie de l'« Articulation des mouvements sociaux » qui vise le renversement du régime ortégiste et la démocratisation du Nicaragua. Y a-t-il une place - et une base sociale importante - aujourd'hui au Nicaragua pour une organisation de gauche comme la vôtre - souverainiste, socialiste, féministe, écologiste... - face à un pouvoir héritier de l'emprise partisane du sandinisme sur les principaux mouvements populaires ? Quelle est votre stratégie pour mettre fin aux politiques conservatrices, prédatrices et répressives du couple Ortega-Murillo ?

J'appartiens au Mouvement féministe nicaraguayen (MFN) et en tant que tel, nous participons à l'Unité nationale Azul y Blanco (UNAB). Nous faisons donc partie d'une opposition dont le principal point d'accord est de renverser le régime Ortega-Murillo par des moyens non violents. Nous savons que le nouveau gouvernement ne répondra pas aux attentes des mouvements sociaux qui parient sur de profonds changements de société. Cependant, nous sommes plus persuadés encore que tant que ce régime restera au pouvoir, il ne sera pas possible d'avancer sur la moindre des revendications posées par les féministes, les écologistes, etc.

Le mouvement féministe est issu d'une longue histoire de lutte contre les dictatures et de défense des droits des femmes. Nous sommes un mouvement vivant, capable de se renouveler et qui bénéficie d'une influence croissante. Nul doute que nous saurons profiter de toute ouverture démocratique pour provoquer des changements en faveur de l'égalité - sociale et de genre - et du respect de la diversité.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3561.

- Traduction du CETRI.

- Source (français) : [CETRI](https://cetri.be), 4 janvier 2021.

- Texte original (espagnol) : [CETRI](https://cetri.be), 7 janvier 2021.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, les traducteurs, la source française originale (CETRI - <https://cetri.be>) et l'une des adresses internet de l'article.

Notes

[1] Assassiné en 1934 par la garde nationale du premier des Somoza sur ordre de l'occupant états-unien - note du CETRI.

[2] Fonds monétaire international - note DIAL.

[3] Estimées à environ 500 millions de dollars annuels, l'équivalent d'un quart du budget national, mais reçues en marge de celui-ci - note du CETRI.

[4] Subvention à la production, Usure zéro, Maisons pour le peuple - note DIAL.

[5] « Répression tous azimuts » - note DIAL.

[6] L'United States Southern Command, basé à Miami, est un instrument militaire clé des intérêts états-uniens en Amérique latine - note du CETRI.

[7] Comme cette nouvelle loi votée le 21 décembre 2020 qui interdit de se présenter aux élections à tout·e Nicaraguayen·ne qui se serait réjoui·e de sanctions internationales à l'égard de hauts fonctionnaires ou de proches d'Ortega - note du CETRI.

[8] Unité nationale bleue et blanche - note DIAL.